



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2927
6 septembre 2024
1,50 € • DOM: 2€

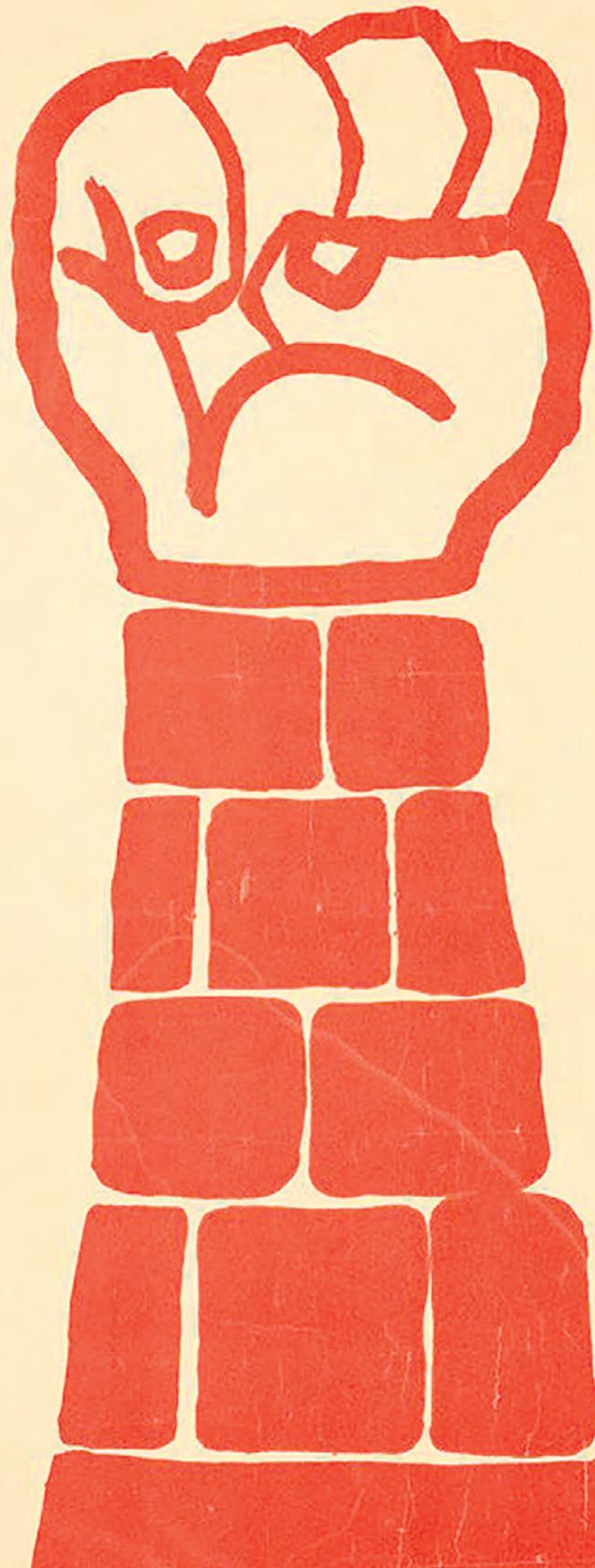


Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**



Il n'y aura pas de bon gouvernement

Aux travailleurs de diriger la société!

Rentrée scolaire

**Toujours pas
les moyens**

page 5

Allemagne

**Crise sociale et
extrême droite**

page 7

Israël-Palestine

**La sale guerre
de Netanyahu**

page 6

Leur société

- Recherche d'un Premier ministre : démanagements à gauche **3**
- CGT : "manifestation légitime", mais pour quoi ? **3**
- Budget : les classes populaires paieront la note **4**
- Collectivités locales : des économies contre la population **4**
- Extrême droite : les yeux fixés sur la mangeoire **4**
- Rentrée scolaire : toujours pas le compte **5**
- L'uniforme, un gadget réactionnaire et coûteux **5**
- Chères fournitures **5**
- Collège Henri IV - Vaujours : derrière les beaux discours **5**
- Martinique : manifestation contre la vie chère **8**
- Guadeloupe : Carrefour envahi par les manifestants **8**
- Petites retraites : peu augmentent... un peu **8**
- Prix : la hausse se poursuit **8**
- Nouvelle-Calédonie : les anti-indépendantistes veulent se venger **12**

Dans le monde

- Israël : colère contre Netanyahu **6**
- Cisjordanie : terrorisme d'État à l'œuvre **6**
- Serbie : Macron place ses Rafale **6**
- Allemagne : élections régionales et montée de l'extrême droite **7**
- Turquie : nombre record de morts au travail **7**
- Belgique : les travailleurs d'Audi contre les licenciements **12**

Dans les entreprises

- La Poste - Paris : licenciements scandaleux **9**
- Camaïeu : le bal des voleurs **9**
- Femmes de chambre en grève à Suresnes **9**
- Renault Technocentre - Guyancourt : nouveaux prétextes, mêmes attaques **10**
- Alpine F1 - Viry-Châtillon : la meilleure Formule, la grève **10**
- Arc France : exploiter plus pour spéculer plus **10**
- Aéroport de Roissy : l'envers du décor des JO **11**
- RATP : la direction veut bâillonner les travailleurs **11**

Agenda

- Meeting à Paris **3**
- Fêtes régionales **3**
- Lutte ouvrière à la Fête de l'Humanité **5**

Il n'y aura pas de bon gouvernement pour les travailleurs !

Est-ce que ce sera Bernard Cazeneuve, Xavier Bertrand ou la surprise du chef? Après 50 jours sans gouvernement, et après avoir claqué la porte sur les doigts d'un gouvernement NFP mené par Lucie Castets, Macron serait sur le point de trancher. Mais cela ne sonnera pas la fin de la crise politique.

En effet, le problème de Macron n'est pas tant de dégoter un Premier ministre que de trouver une majorité à sa botte, qui ne sera pas renversée par l'opposition. Comment parvenir à détacher une partie des socialistes du NFP et obtenir, en même temps, l'appui de la droite pour former une majorité? Et si une telle majorité existe, combien de temps tiendra-t-elle? Le problème est loin d'être résolu et la situation commence même à tourner à la farce.

Car ce n'est tout de même pas un problème très compliqué. Il ne s'agit pas de mettre fin à la guerre en Ukraine ou à Gaza, ni de sauver la planète du réchauffement climatique ou d'une crise financière! Il s'agit de former un gouvernement de coalition, ce qui ne dépend que des politiciens eux-mêmes et qui est chose courante dans de nombreux pays.

Et qu'est-ce qui sépare un Wauquiez d'un Macron ou d'un Hollande? Beaucoup ont gouverné ensemble, ou alors ils se sont passé le relais, les uns commençant une réforme entérinée et prolongée par les autres. Ce fut le cas des réformes successives de la retraite, aggravées à tour de rôle par la droite et par la gauche.

De fait, tous les partis, y compris La France insoumise et le Rassemblement national, sont déjà associés à la gestion de l'État. Ils se partagent les responsabilités, les uns à la tête du gouvernement, les autres dans les régions, les départements et les grandes villes. Et ils travaillent tous en gestionnaires loyaux des intérêts du grand patronat, qui domine toute la société.

La seule chose qui les oppose vraiment est la lutte acharnée pour le pouvoir. Tous sont obnubilés par leur carrière personnelle. Les chefs de parti veulent être Jupiter à la place de Jupiter. Quant aux seconds couteaux, ils n'ont guère envie de monter dans un navire voué à sombrer.

La poursuite de leur guéguerre politique est irresponsable pour les affaires de la bourgeoisie. Car cette crise politique ajoute de l'instabilité à une situation économique et sociale déjà explosive. C'est ainsi: la classe politique que la

bourgeoisie s'est donnée est un ramassis de politiciens à la petite semaine, inconséquents, même pour la gestion de leur propre système. Mais les travailleurs n'ont sûrement pas à le regretter!

Le monde du travail n'a à prendre parti pour aucune combinaison gouvernementale. Qu'elle se fasse autour de la gauche, du centre, de la droite, voire de l'extrême droite, le gouvernement s'en prendra aux travailleurs comme le grand patronat le lui demandera dans cette période de crise du capitalisme.

Derrière la comédie politicienne et les différences cultivées par les uns et les autres se cache

une seule et même politique antiouvrière. Derrière chaque écurie politique se cachent les ennemis passés, présents et futurs des travailleurs. Et il ne peut en être autrement, car on ne peut pas être au service de la bourgeoisie et de son système sans être un ennemi féroce du monde du travail.

Les macronistes, la droite et l'extrême droite l'assument parfaitement, en épousant la propagande patronale. Dernièrement, ils ont repris sa rengaine contre le smic à 1600 euros, qui serait dangereux pour l'économie. Pour eux, il faut que l'argent s'accumule dans les caisses du patronat, même s'il faut écraser les salaires et condamner les travailleurs à la misère, même s'il faut démolir les retraites et sacrifier les

services publics et l'environnement.

La gauche se distingue par ses promesses aux travailleurs. Mais c'est pour les abandonner aussitôt arrivée au pouvoir, sous la pression patronale. Au final, et on l'a vu sous Mitterrand, Jospin et Hollande, ce sont encore et toujours le grand patronat, sa fortune et ses privilèges qui en sortent renforcés, au milieu d'une misère et d'un chaos grandissants.

Tant que nous laisserons la politique entre les mains des politiciens de la bourgeoisie, nos intérêts de travailleurs seront bafoués et la société sera mise en coupe réglée pour une poignée de privilégiés.

Seul un gouvernement de travailleurs, sous le contrôle permanent de tous les salariés, pourrait se placer du côté des exploités. Un tel gouvernement ne pourra naître que dans le combat contre la grande bourgeoisie et son appareil d'État, à partir d'une mobilisation massive et consciente des travailleurs décidés à prendre leur sort en main.

Nathalie Arthaud



... ils doivent la diriger !

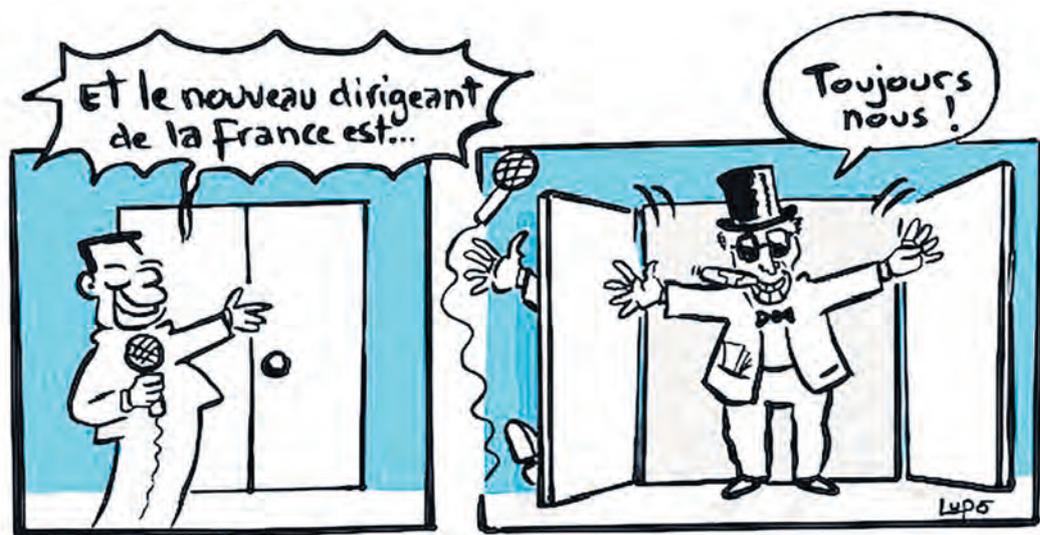
Recherche d'un Premier ministre : démangeaisons à gauche

Dans les discussions autour de la désignation d'un Premier ministre, Macron cherche obstinément comment garder la main, tandis que des politiciens de gauche se proposent, sans se proposer et tout en se proposant.

Les dirigeants du Nouveau Front populaire (NFP) tentent de garder bonne figure alors que Macron leur a claqué la porte au nez. Olivier Faure, premier secrétaire du PS, a déclaré : « Les Français ont demandé du changement, des ruptures avec les politiques conduites par Emmanuel Macron. Nous censurerons toute forme de continuité avec le macronisme ». Au nom

de cette rupture avec « le macronisme » le PS rejette la candidature de Bernard Cazeneuve. Les dirigeants de LFI en font bien sûr autant. Mais continuer à dire que le NFP pourrait accéder au pouvoir et y mener une autre politique est de toute façon un mensonge.

Il y a une continuité entre Macron, Cazeneuve, Hollande, et le Parti socialiste actuel. Entre 2013



et 2017, Bernard Cazeneuve a été plusieurs fois ministre et même Premier ministre de Hollande. En tant que ministre de l'Intérieur, il avait comme collègue un certain Emmanuel Macron, lui-même ministre de l'Économie de Hollande. Aujourd'hui, Hollande fait partie du Nouveau Front populaire. C'est sous sa responsabilité que la destruction du Code du travail a pris de l'ampleur avec la loi El Khomri, que de nouvelles lois contre les étrangers ont été prises

pour faire diversion au moment des attentats, que le jeune Rémi Fraisse a été tué lors de tirs de gendarmes.

Parmi les socialistes, Ségolène Royal se porte elle aussi candidate pour le poste de Premier ministre de Macron. Elle en profite pour reprocher à Cazeneuve une « pensée rigide »... ce qui n'avait pas l'air de la gêner quand elle était ministre de l'Environnement dans le même gouvernement que lui et encore moins quand elle a accepté d'être sous ses

ordres quand il était Premier ministre.

De Faure à Royal, visiblement, on récuse le nom de Cazeneuve parce qu'il rappelle trop la politique menée par la gauche quand elle était aux affaires. Mais ce n'est que pour mieux faire oublier que les dirigeants de la gauche se sont toujours trouvés d'accord – une fois au pouvoir – pour s'en prendre aux travailleurs et servir les intérêts des capitalistes.

Marion Ajar

CGT : "mobilisation légitime" mais pour quoi ?

Face au refus de Macron de nommer Lucie Castets, la candidate désignée par le Nouveau Front populaire, comme Première ministre, la France insoumise appelle à manifester samedi 7 septembre pour dénoncer ce qu'elle appelle « un coup de force ».

Dans leur communiqué et au nom de la « défense de la démocratie », les Insoumis s'adressent aux syndicats et affichent leur désir de les voir participer à cette manifestation. Marylise Léon pour la CFDT a rapidement décliné la proposition.

Cependant, après avoir vu la CGT appeler à voter pour les candidats du NFP aux élections législatives, LFI avait de bonnes raisons de penser qu'elle y répondrait favorablement. Finalement, il n'en sera rien. La secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, a pris une position ambiguë qui semble bien traduire des dissensions internes à la confédération.

Bien qu'annonçant que son organisation syndicale ne participerait pas à la manifestation du 7 septembre, Sophie Binet la qualifie néanmoins d'initiative « extrêmement légitime » et même « nécessaire ». Et elle ajoute souhaiter que cette mobilisation soit une réussite.

Qu'il soit nécessaire que les travailleurs se mobilisent est une évidence pour tout militant désireux de défendre sa classe. Mais encore faut-il, justement, que ce soit autour de leurs intérêts de classe. Leur demander de se mobiliser pour obtenir un gouvernement de gauche, c'est leur demander de faire confiance à un tel gouvernement pour obtenir leurs revendications. Or, Mitterrand, Jospin et Hollande ont montré comment la gauche, en arrivant aux affaires, se dépêchait d'oublier les promesses faites aux travailleurs.

Les travailleurs doivent mettre en avant les revendications vitales qui les unissent, par-delà leurs différences de statuts ou de catégories, contre les exploités et leurs serviteurs politiques et non servir de marchepied à un politicien bourgeois, fût-il estampillé « de gauche ».

David Mencas

AGENDA

Meeting à Paris

Avec Nathalie Arthaud
et Jean-Pierre Mercier

Samedi 28 septembre à 15 h



Théâtre de la Mutualité
24, rue Saint-Victor, Paris 5^e
Métro Maubert-Mutualité

Entrée libre

Fêtes régionales

Toulouse

Samedi 7 septembre
de 18 heures à minuit
et dimanche 8 septembre
de 11 heures à 18 heures

Débat le 8 septembre
avec Jean-Pierre Mercier
Ramonville-Saint-Agne

Nantes

Samedi 21 septembre
de 16 heures à minuit
Débat avec Nathalie Arthaud
Salle festive Nantes Erdre

Bourges

Samedi 28 septembre
de 14 heures à minuit
Restaurant Les Rives d'Auron

Lyon

Samedi 28 septembre
à partir de 17 heures
et dimanche 29 septembre
de 11 h 30 à 19 heures
Débat le 29 septembre
avec Nathalie Arthaud
Espace Mosaïque
à Saint-Priest

Budget: les classes populaires paieront la note

Le gouvernement et le patronat mènent leur propagande sur le déficit des comptes publics. Interrogé sur le sujet, l'ancien président Sarkozy a affirmé le 29 août dans une interview au journal *Le Figaro* que « la France est vraiment au bord d'un précipice ».

La dette de l'État menacerait le pays d'une faillite financière. Mais il ne s'agit pas, comme ce qu'affirment le NFP, le RN ou les LR, de s'inquiéter d'une « mauvaise gestion » des comptes publics. Ce qui préoccupe le petit monde des hommes d'affaires et des politiciens est que la présentation du projet de loi de finances pour 2025 tarde, en raison de la crise politique, et qu'il semble difficile, pour ne pas dire impossible, qu'il soit présenté à temps et voté à l'Assemblée dans les délais prévus. Autre motif de préoccupation, le ralentissement économique entraînerait une diminution des rentrées fiscales.

Pour autant, les dirigeants du Medef ont déclaré qu'ils n'accepteraient pas de nouveaux impôts mettant les entreprises à contribution, ni une diminution des aides et subventions publiques qui alimentent les profits patronaux. C'est donc sur les classes populaires que le gouvernement dit démissionnaire, mais toujours en place, se prépare à faire peser les efforts et les sacrifices.

Compte tenu des 20 milliards d'économies déjà annoncés, les lettres de cadrage ont été adressées aux différents ministères afin de répartir les dépenses en fonction des priorités... des capitalistes. Ainsi, l'augmentation du budget militaire serait préservée, tandis que les autres budgets seraient mis à contribution afin de réaliser 16 milliards d'économies immédiates.

Depuis des années, tous les gouvernements, de droite comme de gauche, n'ont cessé de diminuer la part du budget consacrée au

fonctionnement des services utiles à la population – fermetures de lits dans les hôpitaux, fermetures de classes dans les écoles, construction largement insuffisante de logements, transports délabrés – pour consacrer une part toujours plus importante aux aides aux entreprises, aux commandes pour l'industrie d'armement et autres marchés où l'argent public coule à flots.

On peut être sûr que le prochain gouvernement, quel qu'il soit, défendra « un budget responsable ». Autrement dit, il tentera d'imposer des sacrifices aux classes laborieuses au nom de la dette, alors même qu'elles n'en ont aucunement bénéficié et que les profits du grand patronat explosent.

Camille Pagliari



Collectivités locales: des économies contre la population

Le « fonds vert » qui sert notamment à financer la rénovation technique des écoles a déjà connu deux coupes claires cette année et devrait être réduit d'un quart l'année prochaine.

Pourtant, les discours n'ont pas manqué sur l'importance des économies d'énergie à réaliser dans les bâtiments communaux. Un plan pour rénover le bâti de 40 000 écoles a été annoncé il y a un an. Concernant les financements, tout était beaucoup plus flou, et pour cause, l'heure étant davantage à réduire les budgets des communes qu'à leur apporter de nouvelles aides. Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a répété cette année que les deux milliards d'économies déjà prévus sur le budget des collectivités locales d'ici à 2027 seront loin d'être suffisants. Pierre Moscovici, président de la Cour des comptes et ex-ministre socialiste, ne dit pas autre chose quand il demande que les communes, les départements et les régions participent davantage au « redressement des comptes publics », reprochant à l'État de ne pas être assez directif avec les élus locaux pour leur imposer de nouvelles coupes dans leurs budgets.

Tous partis confondus, hauts fonctionnaires et

candidats à des responsabilités gouvernementales sont surtout préoccupés que le maximum d'argent public continue à tomber dans l'escarcelle des grands groupes capitalistes et dans celle des banquiers, pour lesquels l'augmentation de la dette de l'État est une aubaine. Quant aux dépenses des collectivités locales, peu leur importe qu'elles soient pour la plupart utiles à la population, elles doivent être rognées bien davantage qu'elles ne l'ont été depuis des années, avec notamment une compensation de plus en plus faible par l'État de la taxe professionnelle et de la taxe d'habitation, qu'elles percevaient directement.

S'attaquer à ces dépenses fait partie de la guerre que la bourgeoisie mène contre les travailleurs, qui voient leur niveau de vie se réduire, pas seulement à cause du problème des salaires, de celui du chômage, mais aussi par la réduction des moyens qui permettent de maintenir localement un minimum de vie sociale.

Jean Sanday

Extrême droite: les yeux fixés sur la mangeoire

Après être sorti en tête de l'élection européenne et du premier tour des législatives, le RN attend son heure qui, croit-il, sonnera au prochain scrutin.

Depuis le 9 juillet, tout au long de la comédie du Premier ministre introuvable, les rares prises de position du RN ont visé à le faire apparaître comme un parti responsable, apte à gouverner, garant de la stabilité et de la tranquillité publique. Le Pen et Bardella ont commencé par condamner d'avance tout gouvernement du Nouveau Front populaire et même tout gouvernement qui comprendrait

des ministres issus de LFI, présentée comme l'« extrême gauche ». Ils l'ont fait exactement dans les mêmes termes que les macronistes, la droite et surtout le Medef, proclamant que toute augmentation des salaires ruinerait le pays et que toute atteinte aux grandes fortunes ferait fuir les investisseurs.

Plus elle s'approche du pouvoir, plus l'extrême droite fait allégeance au

grand patronat. D'ailleurs, ses prises de position au Parlement européen comme dans les exécutifs régionaux parlent pour ses élus. Partout et toujours ils ont voté pour laisser les mains libres au patronat. Sur les augmentations de salaire, par exemple, Le Pen dit qu'il faut exonérer les employeurs de cotisations sociales de façon qu'ils puissent verser en salaires l'argent économisé. Cela convient évidemment au Medef, dont cela rejoint les discours.

Le 2 septembre, devant « la gravité de la situation

financière », Marine Le Pen demandait que Macron veuille bien réunir le Parlement. Il s'agirait d'assumer des mesures d'économies propres à sauver le pays. Elles seraient évidemment faites aux dépens des classes populaires.

Le 3 septembre, en sortant d'une nouvelle entrevue avec Macron, Le Pen et Bardella faisaient un pas de plus vers la respectabilité. En effet, ils offrent désormais leur soutien à un éventuel « gouvernement technique ». Un tel gouvernement mènerait la politique de Macron sans

en avoir la tête d'affiche, et s'engagerait à instituer les élections à la proportionnelle, dont le RN est partisan. Contre la promesse d'une rente parlementaire perpétuelle, le RN aiderait donc Macron dans la politique antiouvrière exigée par le grand patronat, intégrant du même coup le cercle des partis de gouvernement.

La respectabilité du RN se mesure aux cravates de ses députés et à ses promesses de mettre un garrot aux travailleurs, y compris à ceux qui votent pour lui.

Paul Galois

Rentrée scolaire : toujours pas le compte

En 2024, la rentrée scolaire ne fait pas exception à la règle. Dans les écoles, collèges et lycées, on a fait le compte de tous ceux qui manquaient : enseignants, surveillants, infirmières, psychologues, accompagnants d'élèves en situation de handicap...

De nombreux établissements scolaires fonctionnent de manière dégradée. Cette année encore, plus de 3 000 postes d'enseignants ne sont pas pourvus, faute de candidats au concours. Et c'est sans mentionner les 8 800 postes supprimés ces dernières années. Résultat : non seulement les professeurs doivent s'occuper d'un nombre toujours plus grand d'élèves, mais ils sont aussi de plus en plus précaires. Les contractuels représentent 7 % des effectifs, soit 49 000 enseignants – 10 000 de plus qu'en 2022.

Lorsqu'un établissement atteint le compte d'effectifs pédagogiques nécessaire, il n'est pas rare qu'il manque d'autres catégories de travailleurs, pourtant tout aussi indispensables à la scolarité des élèves. C'est notamment le cas du pôle médico-social : infirmières, médecins et psychologues, alors même que l'accès à la santé est de plus en plus difficile pour de nombreuses familles populaires.

Alors, si c'est surtout les questions du port de l'uniforme et de l'interdiction du téléphone portable qui agitent les médias en cette

rentrée, c'est pour faire oublier que les conditions de base d'accueil et d'accompagnement de l'ensemble des élèves sont de nouveau bien loin d'être assurées.

Camille Paglieri



MARTIN ROCHE/MAXPPP



ARC

L'uniforme, un gadget réactionnaire

En cette rentrée, 90 établissements scolaires sur près de 300 000 expérimentent le port de l'uniforme. Le ministère n'a pas réussi à atteindre le nombre souhaité de 100 établissements volontaires.

En effet, une fois que les collectivités, souvent de droite, s'étaient portées volontaires, le vote du conseil d'école, ou du conseil d'administration pour les collèges ou lycées, était nécessaire pour l'adoption du projet. Il a souvent été négatif, quelquefois suite à un vote des élèves, ou à des manifestations de parents. Et c'est tant mieux si beaucoup d'enseignants, de parents et d'élèves ont refusé de se porter volontaires, dénonçant souvent une opération de diversion destinée à faire oublier les vrais problèmes de l'école, le manque de moyens, d'enseignants, de locaux et les fermetures de classes.

Les défenseurs de l'uniforme prétendent qu'il peut masquer les inégalités sociales visibles dans les vêtements des enfants. Mais cacher les inégalités n'a rien à voir avec le fait de les combattre. L'uniforme permettrait aussi de créer un sentiment d'appartenance à un

établissement, voire à une même patrie, d'autant plus que certaines communes, comme Florange, ont choisi d'afficher les couleurs du drapeau français sur les uniformes. Ce gadget réactionnaire s'inscrit en effet, pour beaucoup de ses promoteurs, dans une volonté plus générale d'enrégimenter la population.

Enfin, les uniformes coûtent cher. À Limoges par exemple, la mairie de droite a dépensé 200 000 euros pour équiper 200 enfants et même une dizaine d'enseignants d'une seule école, soit presque 1 000 euros par enfant. Le financement est partout assuré à 50 % par l'État et à 50 % par les communes mais contrairement au discours officiel, les parents vont bien payer, en tant que contribuables. Leurs impôts seraient mieux utilisés à rénover les écoles, à acheter des manuels scolaires, et à assurer la présence de tout le personnel nécessaire.

Hélène Comte

Chères fournitures

La rentrée des classes est là, et les dépenses qui vont avec aussi. Plusieurs villes ont mis en place des dispositifs pour fournir gratuitement du matériel : un kit avec une trousse, des cahiers, etc.

En réalité l'école est loin d'être gratuite. En plus des fournitures scolaires, qu'il faut parfois renouveler dans l'année, il faut encore régler la cantine, le transport, les vêtements de sport... Sans compter le matériel spécifique pour les lycéens des voies professionnelles ou techniques.

Alors que les budgets ouvriers sont déjà plombés par le coût de la vie, de plus en plus de familles ou d'associations cherchent des solutions pour faire des économies sur les fournitures, notamment à travers les achats groupés. Le Secours populaire organisait des collectes de matériel

pour l'école les 31 août et 1^{er} septembre dans de nombreuses villes. C'est un vrai coup de pouce pour de nombreuses familles, car l'allocation de rentrée scolaire, autour de 400 euros, ne compense qu'une petite partie des dépenses de scolarité.

Avant tout, les travailleurs devraient toucher des salaires décents leur permettant de faire face à toutes ces dépenses.

C. P.

Collège Henri IV – Vaujours : derrière les beaux discours

Les établissements scolaires accueillent de plus en plus d'élèves en situation de handicap, auxquels on promet l'intégration dans un établissement, après des mois d'instruction de leur dossier par la Maison départementale des personnes handicapées, la MDPH.

Lorsque l'institution finit par allouer des heures d'accompagnement, la galère n'est pas pour autant terminée car il manque du personnel et ces heures sont très souvent rabotées... Les AESH du collège Henri IV de Vaujours, en Seine-Saint-Denis, qui accompagnent ces élèves sont devenues indispensables dans les classes. Mais elles n'ont toujours

qu'un statut au rabais, avec des emplois à temps partiel et des salaires qui atteignent souvent à peine 1 000 euros.

Dans ce collège, elles sont deux à plein temps, parfaitement intégrées à l'équipe, et travaillent depuis onze ans dans l'établissement. Les professeurs ont construit avec elles des liens, des habitudes de travail qui permettent un meilleur

accompagnement des élèves. Pourtant, les services administratifs qui gèrent les AESH ont décidé arbitrairement de démanteler ce travail collaboratif en les déplaçant d'autorité dans l'établissement privé de la commune tandis qu'Henri IV devrait accueillir deux autres AESH avec la même quotité horaire.

Avec les parents, les professeurs du collège ont déjà écrit trois fois à la direction académique pour protester contre le déplacement arbitraire de ces collègues, et ils ne comptent pas en rester là.

Correspondant LO

Lutte ouvrière à la Fête de l'Humanité

Lutte ouvrière aura un stand à la Fête de l'Humanité qui se déroulera les 13, 14 et 15 septembre, sur la Base 217 du Plessis-Pâté, près de Brétigny-sur-Orge dans l'Essonne.

Notre stand sera situé

place Agnès-Varda, côté rue Frida-Kahlo, au même emplacement que l'an dernier.

Il y aura une librairie avec nos publications, ainsi qu'un coin « livres d'occasion » (ouvrages politiques et romans).

Quatre débats seront organisés : un le vendredi à 19 h 30, deux le samedi, un à 14 h 30 et l'autre à 19 heures avec Nathalie Arthaud, et un le dimanche à 14 h 30.

Israël: colère contre Netanyahu

Dimanche 1^{er} septembre, plus de 260 000 manifestants israéliens sont descendus dans les rues pour exprimer leur émotion à la suite de la mort de six des otages détenus à Gaza, dénonçant la responsabilité du gouvernement Netanyahu.

Beaucoup de participants ont été choqués de l'utilisation inhabituelle de la violence policière contre les manifestants. En effet, sous prétexte de blocage de route, la police n'a pas hésité à utiliser grenades de désencerclement, canons à eau et charges à cheval.

Un communiqué des organisations anti-guerre, repris par certains forums des familles d'otages, affirme: «*Le gouvernement Netanyahu dit que seule la pression militaire libère, en réalité, on constate que la mort de nombreux otages est la conséquence directe de la pression militaire de l'État israélien. Oui, la pression militaire libère mais elle libère les otages de leur vie.*» Au micro, un père d'otage a crié à l'adresse de Netanyahu: «*Sans votre*

sabotage permanent, ceux dont nous avons appris la mort ce matin seraient probablement encore en vie, c'est toi qui as du sang sur les mains.»

De son côté, la principale centrale syndicale israélienne, la Histadrout, appelait à la grève générale lundi 2 septembre afin de faire pression sur le gouvernement pour qu'il cesse de saboter les négociations et qu'il conclue un cessez-le-feu immédiat pour le retour des otages. La grève a, semble-t-il, été relativement bien suivie dans l'éducation, les aéroports, les ports, les banques, les compagnies d'électricité, la poste et les transports. À Tel-Aviv, le maire a appelé à la grève. À la demande du ministre d'extrême droite des Finances, un tribunal du travail a ordonné



Le 31 août à Tel Aviv.

la cessation de la grève dès 14 h 30 au motif qu'elle était politique, ce qui est illégal en Israël. La mobilisation s'est tout de même poursuivie.

De leur côté, les travailleurs arabes israéliens ne peuvent que difficilement se sentir représentés par les protestations d'un syndicat foncièrement sioniste qui ignore largement le massacre

des Palestiniens. Si des représentants municipaux arabes ont appelé à rejoindre les protestations, il semble que cela n'ait concerné qu'une minorité d'Arabes israéliens.

Malgré leurs limites et les manœuvres politiciennes de l'opposition, ces protestations expriment un refus de l'union nationale derrière Netanyahu. Les manifestants

lui disent clairement que sa sale guerre, qu'il justifie au nom des otages et de la vengeance des morts du 7 octobre, ne doit plus se faire en leur nom. Mais, au-delà, la population d'Israël ne pourra connaître la paix et la sécurité tant que l'oppression du peuple palestinien se poursuivra.

Christian Chavaux

Cisjordanie: terrorisme d'État à l'œuvre



Le camp de Nour Shams en Cisjordanie le 30 août.

Mercredi 28 août, l'armée israélienne a engagé sa plus grande opération militaire en Cisjordanie depuis vingt-deux ans.

Ses blindés, hélicoptères, drones et bulldozers géants ont investi des camps de réfugiés, dont celui de Nour Shams (13 000 habitants), ainsi que les villes de Jénine et Tulkarem.

Les cinq premiers jours de l'intervention ont fait 30 morts palestiniens et des destructions considérables, les engins de l'armée étant conçus pour détruire les routes, les canalisations et raser des bâtiments. L'armée israélienne prétend réagir à des menaces d'attentats-suicides, après deux attentats cet été. L'ambassadeur israélien

à l'ONU s'est justifié en déclarant ne pas pouvoir «*rester les bras croisés et attendre que des autobus explosent*». Mais ces attentats avaient été précédés de multiples interventions israéliennes depuis le 7 octobre, l'armée et des commandos de colons d'extrême droite ayant causé près de 700 morts et fait plus de 5 000 blessés et 10 000 arrestations.

Le gouvernement israélien contribue en effet très officiellement au financement et à la formation de milices de colons qui profitent de la guerre pour forcer

des milliers de Palestiniens à fuir leur village et leurs champs, avant de procéder à la légalisation de ces expulsions: selon l'organisation israélienne La Paix maintenant, 1 270 hectares de terres ont été annexées depuis le début du conflit, le chiffre le plus élevé depuis trente ans.

Quelques jours avant l'offensive actuelle, une attaque a visé le village de Jit, envahi, selon l'armée israélienne elle-même, par 100 personnes masquées incendiant des maisons et des voitures. L'armée prétend être arrivée sur place en douze minutes, sans avoir réussi à stopper le pogrom ni à arrêter plus de quatre personnes.

Smotrich et son acolyte Ben Gvir, ministres d'extrême droite des Finances et de la Sécurité nationale, ne cachent pas leur souhait de voir tous les Palestiniens expulsés de Cisjordanie. Ils comptent sur «*la paix des cimetières*» mais sèment des barils de poudre sur leur passage ne faisant qu'attiser la colère des jeunes Palestiniens qui assistent à ces exactions.

Sacha Kami

Serbie:

Macron place ses Rafale

Le 29 août, Macron a conclu la vente à la Serbie de douze avions Rafale, qui seront livrés à l'horizon 2028. Le contrat ravit bien sûr Dassault Aviation.

L'opération commerciale s'inscrit dans la montée des tensions dans cette partie de l'Europe, accentuée depuis la guerre en Ukraine. Macron a déclaré qu'en remplaçant ses vieux Mig-29 russes le régime de Belgrade serait armé à l'Union européenne. Un contrat d'armement est donc désormais apprécié comme un bon point pour l'entrée dans l'UE, à laquelle la Serbie a fait une demande d'adhésion en 2011.

Pour le reste, Macron a été moins regardant. Au pouvoir depuis 2014, la proximité d'Aleksandar Vucic avec des clans mafieux ne fait pas mystère. Ancien ministre de l'Information de Milosevic, Vucic contrôle les médias et sature la télévision de ses allocutions, 300 en une année. Les élections sont truquées de notoriété publique et Vucic, tout en se disant pro-Européen, joue sur la fibre nationaliste.



Les Rafale vont donner à la Serbie une puissance de feu supplémentaire alors que les territoires de l'ex-Yougoslavie d'où elle est issue demeurent une poudrière. Les risques d'explosions se rappellent de plus en plus à l'actualité, que ce soit en Bosnie-Herzégovine ou au Kosovo. Entre la Croatie – qui a acheté des Rafale d'occasion en 2021 – et la Serbie, les poussées de fièvre sont régulières et les Balkans sont entrés dans une course à l'armement.

Et dans l'immédiat, les 6,5 millions d'habitants de la Serbie devront supporter le fardeau des 2,7 milliards...

Boris Savin

Allemagne : les élections régionales et la montée de l'extrême droite

Lors des élections du 1^{er} septembre en Saxe et en Thuringe, deux Länder de l'ex-Allemagne de l'Est, l'AfD (Alternative für Deutschland, extrême droite) a nettement progressé. Ces Länder ont beau ne totaliser que 6 millions d'habitants sur plus de 83 millions, ces résultats ont une portée nationale.

Les évolutions politiques sont souvent annoncées par ce qui se joue d'abord dans la partie orientale de l'Allemagne, la plus pauvre, toujours marquée par les conditions catastrophiques de la réunification de 1990.

L'AfD a recueilli entre 30 et 33 % des voix dans les deux Länder, mais avec une augmentation de près de 10 % en Thuringe par rapport à 2019. La CDU (droite), dans l'opposition au niveau national, se maintient à peu près et, dans les deux régions, CDU et AfD se partagent les premières places. La CDU n'est cependant pas tout à fait la même que sous Merkel : depuis que Merz, ancien dirigeant du fonds BlackRock, lui a succédé, il imprime à ce parti un cours plus ouvertement patronal et très à droite.

Ce sont les partis de la coalition au pouvoir à Berlin, sociaux-démocrates du SPD, verts et libéraux du FDP, déjà faibles dans ces régions auparavant, qui ont subi une débâcle : à eux trois, ils totalisent autour de 10 % des suffrages. Le FDP n'a plus aucun représentant dans les deux Parlements ; le SPD du chancelier Scholz enregistre ses pires résultats. Autre signe de profond discrédit, 40 à 45 % des votants ont choisi des partis n'ayant jamais gouverné.

L'Alliance Sahra Wagenknecht (BSW), parti récemment fondé par une ancienne dirigeante de Die Linke (gauche radicale), a obtenu directement 11,8 % en Saxe et 15,8 % en Thuringe. Mais son succès se fait d'abord aux dépens de son ancien parti. En Thuringe, le seul Land qui était dirigé par Die Linke, ce parti s'est effondré, passant de 31 % à 13 % des voix.

Cette fois, c'est donc l'AfD qui arrive en tête en Thuringe, ce qui n'était jamais arrivé à un parti d'extrême droite, dans aucun Parlement régional. Pire, depuis sa création l'AfD n'a cessé de se droitiser, dénonçant l'arrivée d'un million de migrants en 2015 puis la pandémie de Covid-19, qui a entraîné une précarisation aggravée et une flambée de discours complottistes et anti-masques. Höcke, chef de l'AfD en Thuringe, multiplie les provocations et collectionne les condamnations pour usage de slogans nazis. Sa stratégie de surenchère permanente finit par banaliser un certain nombre de concepts révisionnistes, islamophobes, antiféministes. Ses succès entraînent des prises de position similaires dans d'autres partis : l'AfD n'a pas besoin d'être au pouvoir pour exercer son influence. Mais elle prend également position contre les livraisons d'armes à l'Ukraine.

Aux origines de cette nouvelle montée de l'extrême droite

La dégradation de la situation économique, les annonces de licenciements massifs, l'augmentation de la précarité, le rejet du gouvernement et de ses attaques envers le monde du travail, la guerre aussi alimentent la peur, un sentiment de danger et de frustration. L'élection est arrivée après un attentat qui a fait trois morts. AfD et CDU ont propagé l'image des migrants qui seraient des terroristes potentiels et réclamé plus d'expulsions. La ministre de l'Intérieur SPD a annoncé la suppression des prestations sociales pour certains demandeurs d'asile et a déclaré qu'elle voulait « parvenir à (...) expulser des criminels dangereux vers l'Afghanistan et la Syrie ». La crise, le protectionnisme qui se renforce, le manque de logements, les fermetures d'hôpitaux, tout cela est ainsi évacué puisqu'il suffit de montrer du doigt les étrangers.

Quant au BSW, il a été créé par plusieurs députés qui ont quitté Die Linke. Depuis des années, le positionnement nationaliste de Wagenknecht, sa manière de répéter qu'il faut limiter l'immigration, prétendument pour le bien des classes populaires, suscitaient des désaccords.

Ces aspects ont été présents dans sa campagne, mais ce qui a fait le plus de bruit est son exigence d'arrêter les livraisons d'armes à l'Ukraine, de refaire parler la diplomatie pour entamer des négociations de paix. Dans sa



Manifestation le 31 août contre l'AfD à Erfurt.

propagande, le BSW dénonce aussi la responsabilité de l'OTAN dans cette guerre, expliquant que l'argent public serait mieux utilisé pour la santé que pour des bombes. Le BSW refuse le stationnement en Allemagne de missiles américains de longue portée, et critique l'ambiance belliciste qui monte.

Il faut dire qu'au-delà d'un sentiment pacifiste réel, l'opposition aux livraisons d'armes reste forte, et c'est encore plus vrai pour cette guerre, car l'Allemagne compte deux à trois millions de personnes originaires de l'ex-URSS, auxquels il faut ajouter un million d'Ukrainiens arrivés depuis deux ans. Le BSW comme l'AfD s'appuient donc sur un sentiment populaire, en particulier à l'Est, et cela leur vaut d'être qualifiés d'« amis de Poutine » mais ne leur nuit certainement pas dans l'opinion.

Le jeu de l'Alliance Sahra Wagenknecht (BSW)

Il y a donc bien des ressemblances entre le BSW et l'AfD. Les deux partis peuvent apparaître comme anti-système, et d'une certaine manière

comme pacifistes, ce qui est un comble concernant l'AfD. Si le langage du BSW n'a rien à voir avec la haine véhiculée par l'AfD, les raisonnements nationalistes, qui reviennent à mettre en concurrence les travailleurs entre eux, se ressemblent fort.

En s'appuyant sur l'espoir de paix et en faisant des promesses sociales, sur les salaires, la taxation des fortunes, etc., le BSW a fait naître l'illusion, dans les classes populaires durement frappées par la crise, d'un gouvernement qui mènerait une politique en leur faveur. Il ne dit jamais comment de telles avancées pourraient être obtenues, jamais il n'évoque le fait qu'il faudrait pour cela modifier le rapport de force avec la classe possédante, et pour cause puisque, au lendemain de ces élections, il dit qu'il n'exclut pas de gouverner en commun avec plusieurs autres partis, dont la droitière CDU, qui a déjà offert tant de transfuges à l'AfD. C'est dire combien le BSW, tout comme bien sûr l'AfD, sont loin d'offrir une réelle perspective aux masses populaires victimes de la crise.

Alice Morgen

Turquie : nombre record de morts au travail

En Turquie, la vie d'un travailleur ne vaut décidément pas cher. Alors qu'en 2013 on enregistrait 1 235 morts par accident du travail dans l'année, dix ans plus tard ce nombre a augmenté de 56 %, pour atteindre 1 932.

Le rapport que vient de publier une femme médecin, Gamze Akkuş İlgezdi, également députée du parti social-démocrate CHP, comprend des données détaillées sur cette augmentation des accidents mortels du travail. Dans la période d'un peu plus de dix ans allant de 2013 à 2024, ce sont officiellement 21 281 travailleurs qui y

ont laissé la vie. Après les 1 235 morts de 2013, on en a compté au moins 1 886 en 2014, année de la catastrophe minière de Soma qui à elle seule a fait plus de 300 morts.

Au cours des quatre dernières années, les chiffres n'ont guère diminué, avec au moins 2 170 victimes en 2021, 1 843 en 2022 et 1 932 en 2023. On compte déjà 425 morts

au travail dans les trois premiers mois de 2024. « Il n'y a pas là de fatalité », constate le rapport qui accuse « l'ambition patronale pour le moindre profit, le manque de supervision de l'État et l'ignorance », notant aussi que l'âge des victimes d'accidents mortels du travail diminue, touchant jusqu'à des enfants.

Le tremblement de terre qui a frappé le sud-est du pays en 2023 a encore affecté cette situation. Lors de la démolition et de la reconstruction de

bâtiments après le séisme, les règles en matière de santé et de sécurité au travail ont souvent été ignorées. La question de l'amiante revient à l'ordre du jour lors de l'enlèvement des débris et du stockage car ce matériau était utilisé dans les bâtiments publics et résidentiels construits avant 2000, date à laquelle il a été interdit. Mais il faut aussi noter que, à l'exception de l'année 2014 marquée par la tragédie de Soma, c'est la région d'Istanbul qui arrive en

tête pour le nombre de morts au travail.

Selon les données d'Eurostat, l'institution statistique officielle de l'Union européenne, et de la sécurité sociale turque elle-même (SGK), la Turquie est ainsi le pays européen où l'on meurt le plus au travail. Cela est à mettre au bilan du gouvernement Erdogan et du patronat turc dont il est le grand défenseur.

Extrait de *SINIF Mücadelesi* (Turquie – UCI)

Martinique: **manifestation** contre la vie chère

Dimanche 1^{er} septembre en Martinique, à l'initiative du RPPRAC (Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéennes), près de 500 personnes se sont rassemblées sur le parking de Carrefour Dillon, à l'entrée de la ville de Fort-de-France.

Il s'agissait de protester contre la vie chère et les injustices. Avant le début de la manifestation, la secrétaire et porte-parole du RPPRAC, Aude Goussard, a sollicité dans son discours le président Macron, pour qu'il mette fin aux injustices et à la vie chère en Martinique. « *Tout ce qu'on veut, c'est l'alignement des prix avec l'Hexagone...* » Elle a aussi dénoncé l'arrestation, le matin même, à 4 heures du matin, du président du mouvement Rodrigue Petitot surnommé Le R, pour « tentative de vol de bus » selon les autorités. La version de la police a été contestée. Devant les manifestants, la porte-parole a indiqué que « *le président du RPPRAC a été interpellé sur le parking*

du stade de Dillon. En situation de handicap, il a été plaqué au sol. Une nouvelle fois, c'est la réponse coloniale... et c'est une arrestation arbitraire... »

Le cortège a grossi jusqu'à se retrouver à plus de 800 manifestants au rond-point de l'entrée du port, Pointe-des-Grives, où a été érigé un barrage. Un autre barrage a été également érigé au rond-point Coco-l'Échelle à l'entrée de Volga, quartier pauvre de Fort-de-France.

La grande partie des manifestants étaient issus de la population pauvre, de travailleurs, de chômeurs, de nombreuses femmes, de jeunes de quartiers pauvres, de retraités, des sans-ressources. Des militants et

des responsables politiques étaient également venus soutenir le mouvement. Il y avait ceux du mouvement nationaliste, la députée du PS, du PPM (Parti progressiste martiniquais de feu Aimé Césaire), du GRS (Groupe révolution socialiste) et Combat ouvrier, ainsi que des militants d'organisations syndicales de la CGTM, la CDMT, la CSTM.

Au petit matin du lundi 2 septembre, le groupe des manifestants qui étaient restés aux abords du port a été délogé et les barrages ont été levés. Mais le port était toujours bloqué par les travailleurs à l'appel d'une intersyndicale réclamant la libération de Rodrigue Petitot. Il a finalement été libéré en fin de journée.

Le mouvement du 1^{er} septembre est un reflet de l'exaspération d'une grande partie de la population laborieuse. Il n'est probablement pas terminé.

Marianne Tibus



Petites retraites: **peu** augmentent... un peu

Environ un million de retraités du régime général et 250 000 anciens salariés agricoles percevront en septembre ou en octobre, avec effet rétroactif, la revalorisation promise en fanfare il y a un an, lors de la réforme des retraites.

Le gouvernement Borne s'était servi de cette revalorisation pour tenter, en vain, de faire avaler la pilule du recul de l'âge de départ à la retraite à 64 ans. Ce dispositif concerne uniquement les anciens travailleurs ayant passé leur vie au salaire minimum et percevant des pensions dérisoires. L'objectif était que celles-ci atteignent au minimum 85 % du smic.

Il faut tout le mépris social des politiciens au service de la bourgeoisie pour s'enorgueillir d'augmenter les pensions d'un montant moyen de 57 euros brut par

mois, surtout au moment où l'inflation a laminé le pouvoir d'achat des catégories populaires.

D'autres retraités n'auront même pas cette maigre augmentation car, contrairement à la propagande gouvernementale d'alors, la revalorisation du minimum contributif ne concerne pas ceux qui n'ont pas eu des carrières complètes ou n'ayant pas cotisé à taux plein. Ainsi, entre 25 % et 30 % des retraités, majoritairement des femmes, continueront de recevoir une pension inférieure à 1 200 euros brut.

David Mencas

Prix: la hausse se poursuit

Les commentateurs se succèdent pour annoncer ce qu'ils présentent comme la bonne nouvelle de la rentrée: on assisterait à une « baisse historique » de l'inflation, sous prétexte que la hausse officielle des prix au cours des douze derniers mois est passée, en août, à moins de 2 %.

Dans cette tentative de faire passer des vessies pour des lanternes – et des hausses de prix pour des diminutions – les patrons de la grande distribution ont pris place en première ligne, allant jusqu'à prétendre que, « *en général* », les prix baissent, même si « *ça ne se traduit pas de manière significative dans le caddie* » selon les termes de Dominique Schelcher, dirigeant des supermarchés U.

En réalité, par rapport à mars 2020, les prix de l'alimentaire ont augmenté de 23 % – dont 29 % pour les produits frais –, ceux des services de 13 % et ceux de l'ensemble du secteur énergétique de 44 %.

En revanche, ce qui est

très clair dans les propos dont les grands médias se font l'écho, c'est que les prix ne retrouveront jamais leur niveau antérieur car, voyez-vous, les salaires ont augmenté depuis 2020... et qui accepterait de voir son salaire diminuer, ose demander Schelcher? Comme si la hausse des salaires avait provoqué la hausse des prix, et comme si les salaires avaient suivi les prix! On en est loin, ainsi que chacun peut le constater, à partir des étiquettes comme de son compte en banque.

Pour les travailleurs, la hausse massive des salaires et leur indexation sur les prix sont plus que jamais une nécessité.

Sacha Kami



Guadeloupe: Carrefour envahi par les manifestants

Dimanche 1^{er} septembre, 150 personnes se sont rassemblées tôt le matin sur le parking du Carrefour Destreland, à Baie-Mahaut, pour protester contre la vie chère.

Il s'agit du plus gros supermarché de l'archipel guadeloupéen, appartenant à GBH (Groupe Bernard Hayot). Les békés Hayot ayant la mainmise sur le marché de la distribution en Guadeloupe et en Martinique, ils pratiquent des prix exorbitants sans aucune transparence pour la population.

Des militants nationalistes ont organisé ce rassemblement en relayant l'appel à un mouvement simultané contre la vie chère

en Martinique, en Guadeloupe et à Paris par les militants du RPPRAC (Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéennes) de Martinique. Des militants politiques et syndicaux étaient présents, dont les militants de Combat ouvrier. Mais aussi des travailleurs, des mères et pères de famille...

Après s'être rassemblés sur le parking, les manifestants sont entrés dans le supermarché. Les gendarmes occupaient

évidemment tous les coins. L'action consistait à remplir les chariots de courses et de tout déposer aux caisses. Celles-ci une fois envahies, des militants ont pris la parole en exigeant l'alignement des prix avec ceux de l'Hexagone.

Les prix sont officiellement 42 % plus chers que dans l'Hexagone mais ceux de certains produits explosent au-delà.

Lundi 2 septembre, des manifestants anti-vie chère ont bloqué une route dans le quartier de Rivière-des-Pères à Basse-Terre. Les militants promettent d'autres actions.

P.-J.C.

La Poste – Paris : licenciements scandaleux

Jeudi 29 août, deux salariés assurant, en tant que postiers, le portage des repas à domicile ont été licenciés sans indemnité. En réalité, ces licenciements sont sans motifs réels.

Ces postiers assurent depuis des années la livraison des repas aux personnes âgées, l'un au centre de La Chapelle, l'autre au Centre de Paris Brune. Ce sont deux anciens livreurs de Saveurs et Vie dont La Poste a repris l'activité. Tous leurs collègues du service sont choqués, car la faute reprochée, livraison de sacs de repas sur le pas-de-porte des usagers, est une pratique courante et la plupart du temps faite à la demande de ceux-ci.

La Poste, comme auparavant leur ancien employeur Saveurs et Vie, avait intégré

cette pratique qui lui convenait à cause du nombre de livraisons (jusqu'à plus de 50) à effectuer chaque jour, auprès de personnes dont certaines sont extrêmement fragiles, voire en détresse. Mais cela faisait partie des directives non écrites. Si cette pratique n'existait pas, bon nombre de ces usagers resteraient sans repas.

La direction connaît tellement la situation qu'elle laisse partir des agents en tournée dès 6 h 30, alors que la première livraison ne doit en théorie pas s'effectuer avant 8 h 30.

Plus grave encore, la

direction qui se scandalise du non-respect du « process de la chaîne du froid » est la première à ne pas le respecter : thermomètres défectueux, voire inexistant, à bord des véhicules alors que la température des sacs de repas doit être mesurée par l'agent trois fois au cours de sa tournée ; véhicule frigorifique défectueux chargé de quelques pains de glace ; pressions pour qu'un deuxième passage soit effectué le jour même en cas d'absence, alors que la procédure l'interdit et que le produit non livré doit être ramené en chambre froide. Et enfin, les sacs isothermes peuvent être réutilisés le lendemain avec de nouveaux repas sans être nettoyés. En fait, ce sont tous

ces dysfonctionnements, effectués sous l'autorité de la direction de La Poste, qui font courir un risque à des personnes fragiles et constituent une mise en danger de la vie d'autrui.

Au moment même où la direction engage ces procédures de licenciement, elle annonce aux salariés qui effectuent cette tâche difficile à Paris - plusieurs dizaines au total - qu'elle va y ajouter le relevage des batteries de vélos en libre-service. La tentative d'une démonstration de force est sans doute la seule raison de ces licenciements qui visent à imposer une tâche supplémentaire au détriment de tous.

En 2020, quand La Poste a repris cette activité, la loi l'obligeait à reprendre le

personnel avec des contrats de postiers. Mais, dès leur arrivée, elle a refusé de les considérer comme des postiers à part entière. Ainsi, alors que tout postier, selon la convention commune, est embauché avec un horaire de 35 heures, il a fallu que ces salariés se battent pour obliger la direction à se conformer à ses obligations et mette fin à des contrats illégaux de temps partiels imposés. Plus de deux ans après, deux agents attendent toujours.

Voilà pourquoi les postiers disent non aux licenciements et affirment la solidarité entre tous face à la direction !

Correspondant LO

Camaïeu : le bal des voleurs

Toutes les chaînes de télévision ont fait un reportage sur la réouverture à Lille d'un magasin Camaïeu intégré dans un magasin Celio. Il est le premier d'une série de douze... deux ans après la liquidation judiciaire de l'enseigne, la fermeture de 511 magasins et le licenciement de 2 600 salariés.

Aujourd'hui, pour assurer le lancement du nouveau concept, 100 personnes ont été recrutées, dont dix ex-salariées de Camaïeu. D'après le mandataire judiciaire qui suit le dossier, près de la moitié des salariés licenciés en septembre 2022, essentiellement des femmes, sont toujours sans emploi. Mais en réalité elles sont beaucoup plus. Car plusieurs centaines d'entre elles, officiellement sorties des chiffres du chômage, passent de formation en formation ou d'un contrat dit de sécurisation professionnelle à un autre sans débouché sur l'emploi en CDI qu'elles sont en droit d'attendre. « C'est une claquette à la figure de chaque salarié licencié », a déclaré l'une d'elles, jetée à la rue après plus de trente ans de travail dans la même boutique.

Du côté des patrons, par contre, tout se passe comme ils le décident. Les propriétaires de Celio ont racheté aux enchères la marque Camaïeu pour 1,8 million d'euros. Les propriétaires précédents, qui ont vidé les caisses et conduit Camaïeu à

la liquidation, avaient eux-mêmes racheté l'enseigne à la barre du tribunal pour la somme symbolique de deux euros, après avoir exigé et obtenu la fermeture de 123 magasins et le licenciement de 500 salariés.

Et on peut ainsi remonter la chaîne des actionnaires propriétaires de l'enseigne, jusqu'à sa création en 1984 par un quatuor de capitalistes nés dans le giron de la famille Mulliez, septième plus grosse fortune du pays, à la tête de Auchan et de plusieurs dizaines d'autres enseignes. Parmi elles, la branche hommes de Camaïeu rachetée en 2000 et renommée Jules. La même année, la branche Camaïeu enfants était rachetée par la famille Duforest et développée sous la marque Okaïdi.

Pendant toutes ces années, Camaïeu a contribué à assurer la fortune d'une poignée de gros capitalistes parmi les plus riches du pays. C'est dans leur tas d'or qu'il faut puiser pour garantir un salaire à tous les salariés de Camaïeu.

Philippe Logier

Hôtels Campanile et Première classe Suresnes : femmes de chambre en grève



Depuis le 19 août, une quinzaine de femmes de chambre des établissements Campanile et Première Classe de Suresnes sont en grève pour demander l'indexation des salaires sur l'inflation, une prime au pouvoir d'achat et la réintégration de leur collègue malienne Magassa, qui vient d'être licenciée.

Partie au Mali pendant ses congés, cette travailleuse y a perdu sa carte de séjour valable dix ans. Les difficultés de télécommunication étant considérables dans son village, elle a prévenu la direction de ses problèmes à travers sa déléguée. La direction, estimant qu'elle n'avait pas été informée par écrit, la licencie pour absence injustifiée.

Ces salariés appartiennent au groupe Louvre Hôtel qui se targue d'être le deuxième groupe hôtelier européen avec plus de 1 700 hôtels dans le monde. Créé en 1976 par la famille Taittinger, ce groupe n'a cessé de grossir pour faire partie en 2015 du groupe Jin Jiang international, deuxième groupe hôtelier mondial.

À la journaliste de l'Humanité qui demandait des

comptes au manager de l'hôtel, celui-ci a osé répondre que la grève n'impactait pas son fonctionnement normal. Ce qu'il ne dit pas, c'est que si une partie des hôtels de la région parisienne sont pleins, ce n'est pas de touristes venus suivre les Jeux, mais de policiers réquisitionnés qu'il fallait bien loger quelque part. Est-ce une nouvelle forme de subvention à l'hôtellerie ?

Les femmes de chambres, ces « petites mains » comme elles s'appellent, ne sont pas prêtes à baisser la tête et ont droit à tout le soutien. Elles mènent leur lutte... avec classe.

Correspondant LO

Renault Technocentre Guyancourt: **nouveaux prétextes, mêmes attaques**

Les constructeurs européens se plaignent depuis des mois de l'arrivée des constructeurs chinois et de leurs véhicules électriques à bas coût sur le marché européen, criant à la concurrence déloyale.

Les constructeurs chinois sont soutenus dans leur développement par leur État, mais les patrons européens le sont aussi par leurs États respectifs. Les capitalistes de l'automobile réclament même de nouveaux avantages et de nouvelles subventions à ces États qui ne leur refusent rien. En France, les subventions pour l'achat d'un véhicule électrique ont été supprimées pour les véhicules produits en Chine. Cet été, la Commission européenne a imposé aux constructeurs chinois une surtaxe pouvant aller jusqu'à 36,3 %, en

plus de la taxe de base de 10 %.

Tout ceci n'empêche pas la direction de Renault de passer des accords avec des entreprises automobiles chinoises pour développer de nouveaux projets. En particulier, elle codétient déjà avec Geely l'entreprise Horse, pour le développement et la fabrication de moteurs thermiques et hybrides. Le groupe Renault vient également d'ouvrir un bureau à Shanghai avec une centaine de salariés pour suivre ces nouveaux projets.

Chez Renault, la direction a mis en avant l'arrivée

de ces nouveaux constructeurs sur le marché européen pour déclarer qu'il fallait changer les méthodes de travail et développer les nouveaux véhicules en deux ans au lieu de trois. Pour se justifier, les responsables expliquent que les travailleurs des entreprises chinoises travaillent davantage, douze heures par jour, six jours sur sept, avec moins de congés. Ils expliquent également que pendant les deux ans que dure le développement d'un projet chez Geely ou BYD, deux des principaux constructeurs en Chine, les salariés ne prennent pas de congés ou juste une semaine.

La direction prépare ainsi les esprits pour de prochaines attaques contre les



Ouvriers de Geely à Baoji.

conditions de travail et de vie des travailleurs Renault, Ampere, prestataires et intérimaires du groupe.

Le 12 septembre prochain, la direction du groupe a convoqué les syndicats pour leur présenter un nouveau plan dit de compétitivité, en fait un plan de suppressions d'emplois et de dégradation des conditions de travail de tous.

La direction de Renault essaye d'instiller le poison nationaliste et la division dans la tête des travailleurs, en désignant la Chine et les travailleurs chinois comme des ennemis pour justifier

ses prochaines attaques. Cela ne l'empêche pas de s'associer à des constructeurs chinois pour ses futurs véhicules, car son seul objectif est d'augmenter ses profits.

Au contraire, pour les travailleurs de Renault, prestataires, intérimaires, comme pour l'ensemble des travailleurs de l'automobile en Europe, comme en Chine et à travers le monde, prendre conscience qu'il n'y a pas de frontières dans le monde du travail, est la meilleure façon de préparer l'avenir.

Correspondant LO

Alpine F1 - Viry-Châtillon: **la meilleure Formule, la grève**

Pendant l'été, la direction de Renault a annoncé l'abandon du nouveau moteur de F1 développé et tournant sur les bancs d'essais du site Alpine F1 de Viry-Châtillon, dans l'Essonne.

L'arrêt du moteur menace l'emploi des 334 travailleurs de Renault et des 150 prestataires présents sur le site. L'émoi provoqué par une telle décision est très vif.

Le groupe Renault se déchargera probablement de sa responsabilité écrasante sur les directions des entreprises sous-traitantes. C'est en effet la politique qu'il mène depuis des dizaines d'années: la sous-traitance de la précarité sous couvert de sous-traitance technique.

Au-delà du site de Viry-Châtillon, 1 000 emplois pourraient être touchés chez les fournisseurs. C'est le cas des salariés de Mecachrome en premier lieu, qui fabriquent et assemblent les blocs moteurs dans le Cher. Bien d'autres salariés de la filière sont concernés, pas seulement en France mais aussi en Italie, en Allemagne.

Vendredi 30 août, des

militants de la CGT du site de Lardy sont allés soutenir les salariés d'Alpine F1 à Viry-Châtillon pour leur premier mouvement de grève contre la fin du programme Moteur F1. En plus de la centaine de salariés Alpine F1 partis en action à Monza en Italie pour le Grand prix F1, la majorité des travailleurs de Viry a fait grève le même jour.

La CGT de Renault appelle à une mobilisation en soutien aux salariés de Viry-Châtillon le jeudi 12 septembre. Car la question dépasse largement celle de la Formule1: les suppressions d'emplois se multiplient dans le secteur de l'automobile.

Les travailleurs n'ont pas à payer pour les décisions des dirigeants de Renault. Les milliards de bénéfices doivent garantir leurs salaires et leurs emplois.

Correspondant LO

Arc France : **exploiter plus pour spéculer plus**

À la Verrerie Arc, dans le Pas-de-Calais, la direction a annoncé cet été sa volonté d'instaurer un accord de performance collective (APC). Cet accord permettrait aux actionnaires d'imposer de travailler plus longtemps, de modifier les horaires, de faire changer d'équipe et de secteur.



L'APC donnerait également la possibilité de baisser les salaires et d'imposer les dates des congés payés. Les APC existent depuis 2017, ils avaient été instaurés par les ordonnances Macron. Les patrons qui utilisent ces « accords » ont le cynisme de déclarer que c'est au nom de la défense de l'emploi, mais il s'agit clairement d'attaques contre les

salaires et les conditions de travail. Depuis le 27 août, date du CSE pendant lequel la direction a dévoilé ses projets, beaucoup de discussions ont eu lieu entre les travailleurs de l'usine. Certains se préparent à l'idée qu'il va falloir faire grève et se battre contre ces nouvelles attaques.

Ce n'est pas l'argent qui manque dans les poches des

actionnaires. Le fonds d'investissement One Equity Partners (OEP), de Dick Cashin, l'actionnaire majoritaire d'Arc, brasse des milliards. Rien que cet été, il a acheté EthosEnergy (une entreprise spécialisée dans les turbines industrielles) pour un montant estimé à 100 millions de dollars. Il a aussi racheté à Stellantis l'entreprise Comau spécialisée dans l'automatisation industrielle. Dans le même temps, AOP a revendu ORS Nasco (entreprise de fourniture de pièces détachées pour l'industrie). Les montants de ces deux dernières transactions ont été tenus secrets.

Alors que l'économie capitaliste s'enfoncé dans la crise, le grand Monopoly qui se joue dans la plus grande opacité sur les marchés financiers rapporte d'immenses profits à une poignée d'actionnaires. L'argent avec lequel ces derniers peuvent spéculer ne leur tombe pas du ciel, il est le produit d'une exploitation des travailleurs qui ne cesse de s'aggraver.

Correspondant LO

Aéroport de Roissy : l'envers du décor des JO

L'aéroport de Roissy a vu passer la plupart des athlètes des JO. Grâce à l'apport des volontaires et de salariés recrutés pour l'occasion, ceux qui y travaillent toute l'année ont presque réussi à courir moins que d'habitude dans certains secteurs.

Cela montre que, quand ils le veulent, les patrons et le gouvernement savent mettre les moyens. Ainsi, il aura fallu ces JO pour constater que certains aménagements pour les paraplegiques, les handicaps lourds ou les non-voyants et leurs chiens étaient possibles. Pour le prestige, ADP et certaines compagnies ont trouvé des solutions.

Pour le personnel, en revanche, tout n'a pas été rose. À commencer par les primes dont toute la presse a parlé. Elles ont varié de rien du tout pour beaucoup à pas grand-chose : quelques dizaines d'euros sur deux

semaines chez Securitas, 50 euros la semaine chez Seris...

Parmi les salariés que le Comité olympique a embauchés directement, certains ont travaillé à Roissy, essentiellement pour l'accueil des athlètes. Aujourd'hui, avec les syndicats, ils s'organisent et dénoncent leurs conditions de travail : des contrats de travail au forfait-jours cadres, des horaires de plus de 60 heures la semaine pour certains, sans paiement des heures supplémentaires, des horaires et un planning imposés, des repos pas toujours respectés, etc.

Par ailleurs, de nombreux contrats à durée déterminée embauchés pour les JO prennent fin bientôt. Ces salariés vont donc être licenciés, et les autres vont de nouveau devoir courir pour tout faire. Il y aurait pourtant des emplois utiles à garder : certains des renforts d'été ont été affectés au renseignement des passagers. Les comptoirs d'information d'ADP qui existaient il y a quelques années ont été supprimés, alors qu'ils répondaient à un besoin, et c'est toujours le cas.

Pour certains des embauchés de l'été, comme les bagagistes de chez Onet, ce n'était pas la joie. Ainsi, parmi les 500 CDD environ recrutés cet été, plus de la moitié sont partis au bout de quelques jours, écœurés des conditions de



OLIVIER CORSAN LP

travail. La direction d'Onet avait pourtant fait amener chaque jour aux salariés des dizaines de pizzas, barres chocolatées, canettes, etc. Mais elle savait bien que cela ne suffirait pas à retenir ces salariés en CDD, puisqu'elle avait elle-même prévu : « Plus de la moitié partiront au cours de l'été ». Onet est une entreprise qui affiche sur sa page d'accueil « Créons ensemble de meilleurs environnements pour tous »...

Dans cette période, chez ADP qui est le gestionnaire de l'aéroport, dès qu'un problème pouvait avoir des

conséquences sur la tenue des JO, c'était branle-bas de combat. Une panne d'électricité au Terminal 2F, des problèmes informatiques pour les enregistrements au village olympique, et toutes les directions s'agitaient. Mais maintenant les caméras s'éloignent et c'est retour à l'anormal, avec des délais interminables pour la moindre dépense.

On le voit, à Roissy, la « fièvre olympique », les organisateurs et les employeurs ont su l'exploiter. Et en matière d'exploitation, ils s'y connaissent.

Correspondant LO

RATP : la direction veut bâillonner les travailleurs

Un travailleur du contrôle des titres de transport à bord des autobus de la RATP est passé en conseil de discipline le 30 août, suite à son passage sous anonymat dans une émission télévisée.

La direction veut licencier le contrôleur. Toujours plus soucieuse de son image que des travailleurs et des

usagers, elle a tout mis en œuvre pour s'attaquer à lui, lui reprochant d'avoir dénigré l'entreprise et de lui

avoir fait du tort.

Ce travailleur a été envoyé sur ligne tout seul, alors que le travail de contrôle se fait toujours en équipe. Dans ce contexte, il s'est fait agresser par un usager. La direction a cherché des prétextes bidon pour

gonfler son dossier disciplinaire. Elle voulait montrer que ceux qui osent raconter aux journalistes la réalité de leur travail peuvent se retrouver dehors.

Travaille et tais-toi, c'est la règle. L'omerta s'applique dans toutes les entreprises

pour empêcher les travailleurs de témoigner, d'alerter sur ce qui s'y passe. Alors ce camarade courageux a besoin de toute la solidarité et du soutien de ses camarades de travail contre la décision de licenciement.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal septembre 2024.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

| Tarif des abonnements | Lutte ouvrière | | Lutte de classe |
|-----------------------|----------------|-------|-----------------|
| | 6 mois | Un an | Un an |
| Destination | | | |
| France, Outre-mer | 25 € | 50 € | 18 € |
| Outre-mer avion | 33 € | 65 € | 20 € |
| Reste du monde | 43 € | 85 € | 25 € |

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Nouvelle-Calédonie : les anti-indépendantistes veulent se venger

Le 29 août, dans le cadre du renouvellement de la présidence du Congrès de Nouvelle-Calédonie, les anti-indépendantistes ont renversé son président kanak, Roch Wamytan, de l'Union calédonienne (UC).

Ce renversement fait suite au désistement des anti-indépendantistes en faveur de la candidate du petit parti de la communauté wallisienne et futunienne, qui jusque-là soutenait les partis kanaks. La crise sociale et politique ouverte par le projet de loi de Macron sur le corps électoral calédonien, qui a provoqué une légitime colère chez les Kanaks, se prolonge donc maintenant au sein des

partis et des institutions. Les anti-indépendantistes, aidés par la présence de milliers de gendarmes venus de métropole, poussent leur avantage. Alors que le renouvellement de l'ensemble du Congrès doit se faire avant la fin de l'année, ils comptent bien disloquer le camp indépendantiste pour y récupérer la majorité ainsi que le gouvernement qui en dépend.

Sous cette pression, le

FLNKS, le Front de libération nationale kanak et socialiste, continue de se fissurer. Il associe depuis les années 1980 plusieurs partis indépendantistes, parmi lesquels le Palika, l'UC et l'UPM. Ces partis ont signé les accords de Matignon et de Nouméa en 1988 et 1998 quand la France leur promettait, pour faire patienter les Kanaks, une « souveraineté partagée » au travers d'institutions et de postes créés sur mesure pour les y associer.

Au fil des années, les notables de ces partis se sont bel et bien intégrés. Ils gèrent deux des trois provinces et ont même pris la tête du Congrès et du gouvernement. Ils ont obtenu des postes dans l'économie. Quelques jours après l'explosion de colère du 13 mai, les notables du Palika se sont ouvertement désolidarisés de la jeunesse mobilisée, qui a débordé les cadres de la mobilisation fixés dans le cadre de la CCAT (cellule de coordination des actions de terrain). Ainsi,

Louis Mapou, président du gouvernement du territoire, tout en dénonçant le dégel du corps électoral, a déclaré le 8 juin qu'il ne pouvait « pas croire un seul instant que l'émancipation à laquelle nous travaillons depuis des années se construise sur la destruction de ce que nous avons déjà réussi à réaliser ». Le 26 août dernier, c'est le président de la province Nord, Paul Néaoutyine, une personnalité du Palika, qui attaquait la CCAT, la rendant responsable du 11e mort, tué par la police le 15 août, et dénonçant sa « stratégie du chaos ».

Le Palika et l'UPM ont donc boycotté le congrès extraordinaire du FLNKS du 31 août. L'UC et la CCAT, qui en est une émanation, ne se sont pas désolidarisés de la jeunesse révoltée, affirmant seulement qu'il y avait eu des « débordements », et ils ont nommé Christian Tein, leader de la CCAT, président du FLNKS, alors qu'il est toujours emprisonné en France avec six autres militants. Mais ils ont aussi montré

lors de ce congrès que leur perspective était de « renouer le dialogue avec l'État colonial » pour atteindre l'indépendance de la Kanaky qui est leur objectif.

À l'annonce de la nomination de Christian Tein, la droite anti-indépendantiste s'est déchaînée. C'est selon elle la preuve de la collusion de l'UC avec des « terroristes », et de son irresponsabilité. Elle veut que l'État français « coupe » des têtes pour faire des exemples et rende la vie dure aux Kanaks et aux Océaniens les plus pauvres. Dans la province Sud, les loyalistes ont déjà commencé à couper certaines aides, comme l'aide médicale, et certaines subventions, par exemple à l'île des Pins, qui a dû fermer ses services publics.

En Nouvelle-Calédonie comme ailleurs, la lutte contre l'oppression coloniale est inséparable de la lutte des travailleurs contre toutes les formes de domination de la bourgeoisie.

Serge Benham



Conférence du Palika.

Belgique : les travailleurs d'Audi contre les licenciements

La direction d'Audi-Bruxelles a déclenché la procédure légale en vue de milliers de licenciements et d'une fermeture probable en 2025.

Pour l'instant, les travailleurs sous contrat Audi reçoivent leur salaire. Mais les centaines appartenant aux firmes sous-traitantes du site ont été mis en chômage pour « force majeure ». Ils perdent 40 % de leur salaire, mais pour le moment n'ont pas encore été payés car il manquerait un document, et leurs directions les maintiennent dans le flou complet sur l'avenir.

Mardi 20 août, après cinq semaines de chômage et de vacances annuelles, les 3 000 travailleurs de l'usine Audi et des sous-traitants étaient appelés à un rassemblement par les syndicats, le premier depuis l'annonce de la restructuration d'ampleur pouvant aller jusqu'à la fermeture. Les travailleurs menacés de licenciement sont appelés à « rester unis derrière les syndicats » dans la seule perspective des négociations et d'une manifestation pour « une politique industrielle » prévue le 16 septembre. L'annonce récente par le groupe

VW, actionnaire d'Audi, de ne pas exclure des licenciements et des fermetures de sites en Allemagne, rend ce mot d'ordre encore moins crédible aux yeux de beaucoup.

La direction d'Audi-Bruxelles, quant à elle, n'a pas osé tenter de reprendre la production immédiatement à la fin des congés annuels. Même lorsqu'elle convie les travailleurs à une assemblée du personnel, elle ne le fait qu'à Forest National, la salle de concert proche de l'usine, sous haute surveillance policière et après avoir imposé une fouille corporelle aux 1 300 travailleurs qui avaient fait le déplacement.

Les travailleurs des firmes sous-traitantes, qui étaient exclus de l'assemblée de la direction, ont compris qu'ils ne peuvent pas attendre le rendez-vous du 16 septembre sans véritable revendication. Depuis le 26 août, un petit nombre d'entre eux campent devant l'entrée principale de l'usine

pour se faire entendre. En une semaine, la présence devant l'usine s'est organisée. Le nombre de tentes a augmenté, des chaises, une table, des tonnelles sont arrivées. En journée, des voisins du quartier passent apporter croissants, café et boissons. En soirée, c'est la cagnotte pour le barbecue.

Les travailleurs mobilisés ont réussi à sortir de l'invisibilité. Des journalistes sont passés, et même le directeur de l'usine s'est déplacé et leur a apporté des croissants accompagnés de quelques flatteries

hypocrites pour tenter de les convaincre de déménager ailleurs. « On voit que vous êtes des gens bien », leur a-t-il dit. Que croyait-il ? Il parle à des ouvriers, pères et mères de famille qui doivent lutter pour pouvoir vivre ! Les irresponsables sont ces patrons qui ferment les usines pour faire toujours plus de profits !

Quelques travailleurs d'Audi aussi passent, encore en petit nombre. Sinon la combativité, la conscience qu'il faut être tous ensemble existent bel et bien. Et le « camping de

l'entrée 201 » devient le rendez-vous de ceux qui veulent s'organiser pour se donner les moyens d'agir et de ne pas attendre de constater que rien n'est sorti des négociations.

Le combat s'annonce long et dur. Un premier ouvrier du camping a été licencié pour des propos tenus sur Facebook. Mais au moins, ce camping de l'entrée 201 est un lieu où personne ne se retrouve seul, et où on peut réfléchir et décider ensemble des prochaines étapes.

Correspondant LO



Rassemblement devant l'usine Audi de Forest le 20 août.